

Rémi Baudouï

DE LA MENACE ATOMIQUE AUX CONFLITS DE « FAIBLE INTENSITÉ »

L'EMPRISE CROISSANTE DE LA GUERRE SUR LA VILLE

Guerres et destructions urbaines sont toujours allées de pair, surtout quand la *polis* incarne au plus haut point le lieu de la civilisation, le lieu du pouvoir de l'Autre à détruire. Bien qu'il considère qu'une guerre courte soit le sommet de l'art du stratège, Sun Tzu n'interdit ni de procéder au siège des villes fortifiées ni de les détruire (Sun Tzu, 1978). Bien qu'il accorde la priorité à l'anéantissement des forces armées adverses, Clausewitz ne différencie, ni n'interdit de procéder durant la guerre à des dévastations des campagnes et des villes (Clausewitz, 1989). Avec l'émergence des armes de longue portée, la destruction urbaine devient un enjeu tactique. Impatient d'en finir, le chancelier Bismarck envisage en 1871, contre l'avis d'Helmuth von Molke, de procéder au bombardement de Paris (Aron, 1976). Avec la naissance de l'aviation, la destruction aérienne des villes devient réalité. À partir de 1916, Londres subit de nombreux raids aériens. En 1918, Paris supporte trente attaques aériennes. En dehors de la capitale, Dunkerque est une des villes les plus touchées. Une conception militaire nouvelle est née. Les bombardements, appelés « sans discernement », ont autant pour objet d'atteindre des objectifs matériels que de procéder à la démoralisation de l'ennemi et des populations civiles.

La puissance croissante de l'aviation militaire a conduit pendant l'entre-deux-guerres à réfléchir à la mise en œuvre de systèmes de défense antiaérienne qui protègent les infrastructures vitales et les agglomérations industrielles (Vauthier, 1930). La destruction de la petite ville de Guernica par l'aviation allemande le 27 avril 1937 a révélé que les populations civiles constituaient une cible des bombardements. La Seconde guerre mondiale marque une nouvelle étape dans la destruction des villes. La ville devient un des éléments à part entière du dispositif militaire. Les Allemands bombardent Rotterdam et pilonnent systématiquement Londres et les villes industrielles de Coventry, Plymouth, Hull et Bristol. L'imbrication entre urbanisation, ressources économiques stratégiques et implantations militaires pèse, à la



Barcelone bombardée par les forces de l'Axe, guerre d'Espagne, 1938.

conférence de Casablanca, dans la décision tactique des Alliés de concentrer les bombardements aériens sur les ports et les usines d'Allemagne ainsi que sur les villes de Lorient, Saint-Nazaire, Brest et La Pallice (Konvitz, 1989). En mars 1942, Lübeck est à son tour détruite, Cologne en mai suivant, Hambourg en juillet 1943. En septembre suivant, Nantes subit l'assaut de trois raids successifs suscitant un millier de morts. À l'été 1944, Caen est livré aux bombardiers alliés. Le déluge de bombes tombées sur Dresde dans la nuit du 13 au 14 février 1945 coûte la vie à 135 000 personnes. La destruction de Tokyo par l'incendie dû au largage de bombes au phosphore se solde par 100 000 morts. La seule explosion de la première bombe atomique sur Hiroshima le 6 août 1945 entraîne la mort d'au moins 72 000 personnes. Trois jours plus tard, l'anéantissement de Nagasaki fait environ 80 000 morts. La Seconde

Les Annales de la recherche urbaine n° 91, 0180-930-XII-01/91/p. 27-34 © METL.

guerre mondiale aura conduit à la mort des millions de civils sous les bombes ou dans les camps.

Si l'on part de l'hypothèse que la nature des enjeux politiques et des guerres détermine les modalités mêmes de la guerre, les conflits armés d'aujourd'hui ne sont guère comparables à ceux du passé. La chute du Mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique ont signifié la fin d'un ordre mondial bipolaire établi sur la dissuasion nucléaire. Aucun « nouvel ordre mondial » ne s'est substitué à l'ancien. L'hypothèse de l'apocalypse atomique a cédé la place à un univers fragmenté de nouveaux conflits qui outrepassent le bellicisme entre États-nations. Les enjeux stratégiques et géopolitiques régionaux, les modalités des conflits ne sont guère identiques entre belligérants. « Guerres de pays riches » et « guerres de pays pauvres » se juxtaposent sur la planète. Les guerres locales prennent une importance nouvelle. La dimension inédite des guerres présentes ne peut seulement s'expliquer par les progrès technologiques accomplis par quelques grandes puissances. Ce n'est plus tant l'intensité des frappes technologiques sur des cibles stratégiques qui permet de qualifier les guerres présentes de totales, c'est surtout l'indifférence avec laquelle la multiplicité de modes de faire la guerre affecte sans distinction l'ensemble des territoires et des populations qui y résident. L'effort inlassable accompli depuis quinze ans pour concrétiser dans le droit international un droit d'ingérence humanitaire établi sur la possibilité de construire des couloirs humanitaires ou des zones de protection qui interdisent la poursuite et la traque des réfugiés au-delà d'un espace dévolu au conflit témoigne *a contrario* de la fragilité même de la notion de conflit circonscrit (Bettati, 1996; Moreau-Defarges, 1997).

Les villes dans la stratégie de la guerre froide, 1945-1962

La destruction des villes d'Hiroshima et Nagasaki scelle le sort de la Seconde guerre mondiale par la capitulation japonaise du 15 août 1945. Deux jours auparavant, avec lucidité, Denis de Rougemont observait que la bombe atomique caractérisait moins « la naissance d'une paix que la mort subite de la guerre » ou plutôt de « la guerre en général ». Cela ne signifiait pas pour autant que les conflits cesseraient pour toujours. Le lien communément établi entre l'apocalypse nucléaire et le retour à la paix a rendu difficile l'analyse de la puissance atomique. Cette révolution technologique fut interprétée comme le début d'une nouvelle ère que vint en quelque sorte sceller *a posteriori* l'entrée dans la guerre froide. Sans doute, la chape de plomb imposée au Japon jusqu'en 1952 par le régime américain d'occupation a contribué à rendre peu lisible la portée réelle de cette nouvelle stratégie militaire. Selon André Glucksmann, le largage des deux bombes atomiques en substitut d'une bataille classique garantissait à la puissance américaine l'anéantis-

ment du Japon tout en lui préservant ses capacités militaires dans un conflit américano-soviétique jugé imminent (Glucksmann, 1967). La ville d'Hiroshima fut choisie pour cible car elle était à la fois une place militaire aux mains de la 5^e division et une cité industrielle détentrice des chantiers de Mitsubishi spécialisés dans les moteurs de navire de guerre et de sous-marins. Le site en cuvette permettait de « maximaliser » les pertes civiles à partir du largage de la bombe *Little Boy* sur le pont Aioi situé au cœur du delta et du centre-ville.

L'obtention de la puissance atomique par l'Union Soviétique en 1949 a entraîné une transformation en profondeur des stratégies militaires. Il est devenu impérieux de s'interroger sur les risques encourus par la puissance qui l'utiliserait la première au cas où la destruction de l'adversaire ne serait pas totale. Dans le conflit qui oppose en 1950-1951 d'un côté des troupes coréennes et des volontaires chinois, à des Sud-coréens et des forces sous pavillon de l'ONU composées principalement de soldats américains, le général MacArthur tente d'imposer au Président Truman le recours à l'arme atomique. Son échec a souligné les limites d'une stratégie établie sur la seule force nucléaire. À partir de 1954, la doctrine stratégique consacrée est celle des représailles massives. Toute agression soviétique devait entraîner une riposte nucléaire massive des États-Unis. Dans le camp soviétique, le maréchal Sokolovski fait de l'arme nucléaire une arme de champ de bataille. Pour marquer, dans les sociétés occidentales, le pic de la grande peur de l'apocalypse mondiale atomique (Vaisse, 1994), la crise de Cuba en octobre 1962 oblige à une révision des doctrines. L'affrontement est évité au nom de la responsabilité que choisit Khrouchtchev comme Kennedy face aux risques d'une riposte inévitable en cas d'échec partiel de la destruction de la puissance militaire de l'adversaire. L'arme atomique est incorporée à une réflexion stratégique sur la gradation de l'usage des forces conventionnelles jusqu'aux forces nucléaires selon le principe de la réplique elle-même graduée face à la menace projetée. Tel est le principe de « l'escalade », doctrine mise au point par le secrétaire à la défense Robert MacNamara (Aron, 1976).

Dans une diplomatie fondée sur le seul rapport de force entre grandes puissances, l'arme atomique contribuait à la construction d'un équilibre bipolaire de la dissuasion entérinant la division territoriale de l'Europe en deux grands blocs. Cet équilibre n'a pas signifié que la guerre avait été définitivement vaincue. Il signale seulement que ses formes ont évolué et se sont diversifiées selon la nature de leurs enjeux. En observateur avisé, le philosophe allemand Carl Schmitt a montré comment la résistance espagnole opposée à la conquête napoléonienne en 1808-1813 a marqué l'émergence d'un nouveau type de conflit, celui du combat irrégulier de la guerre de partisans, soit une guerre d'indépendance nationale dans laquelle se dissolvent les concepts liés à la guerre traditionnelle. À la guerre inter-étatique du « *jus*



Hiroshima, 1945.

publicum Europeaeum menée par une armée régulière contre une autre armée étatique régulière», s'oppose la guerre totale menée par des partisans sorte d'«*animus furandi*» contre une armée étatique (Carl Schmitt, 1972). En raison de la disproportion des forces en présence, les formes des conflits sont celles de la guérilla. À l'ombre du mur de Berlin, le conflit Est-Ouest s'est déplacé aux marches des deux blocs, sur les terres des puissances coloniales, des luttes nationalistes pour la décolonisation. En dépit d'une disproportion considérable en termes de matériel et de combattants, les opérations de «maintien de l'ordre» et de «pacification», pour peu qu'elles se prolongent dans le temps, s'apparentent souvent à des opérations militaires conventionnelles. Les villages et les villes redeviennent des lieux stratégiques de l'action militaire. En réponse au massacre de vingt-et-un Européens à Sétif le 8 mai 1945 et au mouvement insurrectionnel qui s'étendit aux campagnes et aux villes avoisinantes, le général Duval, commandant de la division de Constantine, fit appel à l'aviation et à la marine pour réprimer la région soulevée. En Indochine, le port d'Haï-phong est bombardé le 23 novembre 1946, pour préparer le débarquement des troupes françaises. Six mille civils sont tués par l'artillerie marine (Dalloz, 1987).

Les villes dans les guerres au temps du désarmement, 1963-1989

La signature à Moscou le 5 août 1963 par les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique du premier traité d'interdiction des essais nucléaires non sou-

terrains a ouvert le chemin de la recherche d'un équilibre mondial fondé sur la maîtrise des armements atomiques. Les négociations SALT – *Strategic Arms limitation talks* – engagées par les États-Unis et l'Union soviétique à Helsinki en novembre 1969 aboutirent le 26 mai 1972 à la conclusion de deux traités. Par le traité ABM *Anti Ballistic missile*, les deux grandes puissances s'accordent à s'autoriser mutuellement à élaborer des systèmes de protection antimissile. Les Soviétiques déploient un système défensif autour de leur capitale. L'accord SALT I gèle pour cinq ans les arsenaux. L'accord SALT II, conclu à Vienne en juin 1979, limite pour trois ans le déploiement de missiles mobiles et le développement de missiles de croisière à moyenne portée. En 1977, le retour à l'épreuve de force a eu pour origine le déploiement des Euromissiles et l'initiative américaine de défense stratégique de «guerre des étoiles». L'élimination des forces nucléaires intermédiaires par le traité de Washington de 1987, l'effondrement du bloc soviétique en 1989, le désarmement nucléaire tactique engagé à l'automne 1991 et la signature du traité russo-américain START II du 3 janvier 1992 marquent une nouvelle étape dans la politique du désarmement.

L'apocalypse nucléaire et le fantasme de la destruction des grands centres urbains ont inspiré les critiques écologistes et les romanciers et réalisateurs de science-fiction depuis la fin des années soixante. Mais l'image de la ville que la guerre froide lègue à notre inconscient collectif est celle d'un territoire sécurisé à la fois par un *no-man's land* de barbelés, de champs de mines, et de



Près de Saïgon, 1974.

missiles Pershing. À l'instar des villes fortifiées du moyen-âge, la ville occidentale de l'époque de la guerre froide semble préjuger que la paix peut être acquise au seul prix d'un suréquipement militaire. L'opinion publique de l'ensemble des pays du bloc occidental se caractérise par un refoulement mental de la ville comme territoire spécifique de menace stratégique. L'impossibilité de penser la ville dans la guerre atomique est à rapprocher du regard construit depuis cinquante ans sur la bombe atomique, sorte d'univers conceptuellement infranchissable, défini comme l'« asymptote de tous les autres moyens de guerre » (Delmas, 1995). Même si elle ne saurait revêtir les mêmes intensités selon la situation géostratégique de chacun des pays, cette amnésie culturelle se réfère à cet autre oubli majeur que représente la vulnérabilité écologique de la ville. La construction de l'État-providence, fondée sur la réalisation de la double tâche de produire de la sécurité tout en réduisant l'incertitude a fait oublier non seulement que l'ensemble des risques urbains de nature écologique ne pouvait être maîtrisé mais également que la guerre contemporaine prenait pour cible stratégique la ville et ses infrastructures.

À cette barrière psychologique s'oppose la réalité des destructions opérées par les guerres dans les années 1970 et 1980. À l'extrême fin 1971, les États-Unis intensifient les bombardements sur les régions peuplées du Nord Vietnam. Il s'agit de détruire les digues afin que les eaux libérées du Fleuve Rouge submergent campagnes et villes du delta. La guerre du Vietnam marque une étape nouvelle dans l'histoire de

la guerre, car « pour la première fois, des méthodes de destruction et de modification du milieu géographique à la fois dans ses aspects physiques et humains ont été mises en œuvre pour supprimer les conditions géographiques indispensables à la vie de plusieurs dizaines de millions d'hommes » (Lacoste, 1976). Avec l'extension des guerres de libération nationale, la guérilla se saisit de la ville. Par la densité des populations présentes et des richesses nationales, les potentialités d'échange économique, la concentration des équipements du pouvoir étatique, la présence des casernes des armées régulières et des dépôts et ressources stratégiques, le sentiment d'insécurité psychique et la publicisation des faits d'armes dans un espace dense, la ville redevient une bastille sinon à occuper tout à moins à contrôler dans son aire d'influence. Les Tupamaros en Argentine sont les premiers révolutionnaires à importer la guerre au cœur de la jungle de béton d'une métropole capitaliste. La guérilla palestinienne également a perçu la nécessité d'agir dans les zones israéliennes fortement urbanisées (Chaliand, 1994). À partir de 1975, les conflits communautaires du Liban ont fait de Beyrouth l'épicentre de la lutte entre territoires à dominante chrétienne et territoires à dominante musulmane. Les huit années de combat dans la ville n'ont été portées par aucune pensée militaire puisqu'il fut moins question de prendre les positions adverses que de tuer à partir de positions protégées (Davie, 1983). Au même moment, les Khmers rouges au nom de la pureté du « peuple de base » des zones rurales face au « peuple nouveau » urbanisé au contact des idées étrangères, ont

engagé la déportation et l'élimination de la population de Phnom Penh. En février 1982, le régime syrien d'Hafez-el-Assad procède à la destruction systématique de la ville d'Hama aux mains d'une insurrection fomentée par les Frères musulmans. Pas moins de neuf quartiers sont anéantis ou détruits partiellement, toutes les anciennes mosquées rasées, excepté trois d'entre elles que les imams sauvent en faisant valoir qu'elles ne sont pas de rite sunnite. Entre 15 000 et 25 000 personnes ont été massacrées.

« Urbicide » et destruction des cadres urbains de la mémoire, 1989-2001

L'achèvement de la guerre froide n'a pas mis fin à la guerre. La disparition de l'Union Soviétique n'a pas signifié l'abandon des aires d'influence et la gestion à la marge des limites et frontières par des conflits interposés. La perte de souveraineté des États a ravivé dans les phénomènes de déflation des aires d'influence des grandes puissances, les anciennes fractures entre États ou entre groupes ethniques (Badie, 1999). La guerre est réapparue au cœur de l'Europe continentale, ébranlant les certitudes acquises antérieurement. Le retour des villes dans la guerre sur l'ensemble de l'hémisphère recouvre autant la forme de sièges ou bombardements par l'extérieur que celle de guérillas intérieures. Il est à porter au crédit des économies de guerre qui font de la ville le lieu de production de la valeur, de l'information et des échanges vitaux pour la survie d'un régime politique. Dans d'autres cas, la mise en œuvre d'économies parallèles criminalisées prend pour cible les grandes cités dans la mesure où elles offrent par leur haut degré d'équipement et infrastructures matérielles et virtuelles les moyens de gérer rapidement les flux économiques et financiers (Rufin, 1999). Dans le conflit opposant en Afghanistan les troupes soviétiques et les moudjahidin, les villes établies dans les vallées ont été particulièrement visées dans la mesure où elles constituaient soit des centres de ressources vitaux d'approvisionnement de la résistance soit des lieux de concentration des forces gouvernementales. Outre Kaboul, la ville d'Herat a été ainsi l'objet d'une destruction massive par bombardements aériens, tirs de mortier ou de canons. En encourageant la fragmentation politique et territoriale de l'Afghanistan, le retrait des troupes soviétiques, au début de 1989, n'a pas marqué la fin de la guerre. Le désordre et l'anarchie résultant de la constitution d'aires d'influence aux mains de commandements paramilitaires à la recherche de revenus tant en provenance de l'aide internationale que du trafic de drogue a engagé le pays dans une guerre civile particulièrement destructrice.

Nées des proclamations successives d'indépendance de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie, les pre-

mières guerres de l'ex-Yougoslavie en 1991-1992 ont témoigné que la ville était placée à l'épicentre des nouveaux conflits militaires dits de « faible intensité ». Les pilonnages de la ville historique de Dubrovnik encerclée par l'artillerie serbe, relayés par les sièges et destructions systématiques des agglomérations d'Osijek, Vukovar, Mostar, Zadar ou encore Bascarsija sont apparus pour les Occidentaux relever de l'absurde. Comment expliquer la destruction des églises, des mosquées et des splendeurs de l'architecture gothique ou baroque ? Pour qualifier cette conduite innommable le mot inventé en Croatie fut celui de « mémoricide ». L'explication de ce « meurtre rituel des villes » qualifié par l'ancien maire de Belgrade d'« urbicide » réside dans la réaction nationaliste serbe née des revendications albanaises au Kosovo et des aspirations à la démocratisation et à l'autonomie de la Croatie et des autres républiques (Bogdanovic, 1993). L'opposition économique entre le monde urbain et le monde rural, renvoyant à une composition ethnique opposée – les villes relevant plutôt des groupes de confession musulmane et les campagnes plutôt des groupes de paysans chrétiens – a encouragé la construction d'un discours nationaliste serbe exacerbé. La campagne est assimilée au monde de



Kaboul, 1994.

la pureté, car la « culture rurale repose sur les sentiments de vigueur ». La ville désignée comme le lieu du cosmopolitisme et du métissage entre communautés est référée au relâchement des mœurs et à la décadence de la nation yougoslave. « Porcherie où naissent des bâtards de mariages mixtes » elle est « un lieu d'infection morale ». À ce titre, sa destruction devient un but de guerre (Dizdarevic, 2000). Plus encore que la destruction du pont de Mostar, c'est l'encercllement en avril 1992 de la capitale bosniaque de Sarajevo par les milices serbes qui a révélé les enjeux de l'« urbicide ritualisé ». Depuis les anciens sites olympiques des

montagnes avoisinantes, les troupes régulières serbes et les *snipers* (francs-tireurs) ont procédé pendant plus de trois ans de siège à la destruction de bâtiments qui rappelaient l'héritage multiethnique d'une ville marquée à la fois par l'influence ottomane de la Sublime Porte, la sécession austro-hongroise, la modernité d'Europe centrale, et le mouvement fonctionnaliste et qui rassemblait sur un même sol des musulmans, des catholiques, des juifs, des orthodoxes et des athées... La destruction de la bibliothèque de Sarajevo a témoi-



Grozny, 1998.

gné sur le plan symbolique de la rage qui animait les militaires serbes dans le dessein d'anéantir la culture de l'Autre. D'avril 1992 à août 1995, fin du siège de Sarajevo, 10 154 habitants ont péri.

La violence des sièges des villes dans l'ex-Yougoslavie a encouragé la mobilisation des grandes puissances pour imposer l'établissement de couloirs d'urgence humanitaire en application de la résolution adoptée sur proposition française par l'Assemblée générale des Nations unies le 14 décembre 1990. Au-delà des succès obtenus à Dubrovnik et à Sarajevo, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est efforcé d'inclure les villes dans le dispositif des corridors humanitaires. Dans sa résolution du 30 mai 1992, le Conseil de sécurité des Nations unies a exigé en Bosnie-Herzégovine que « toutes les parties créent immédiatement les conditions nécessaires à la distribution sans obstacle de fournitures humanitaires à Sarajevo et à d'autres localités de Bosnie-Herzégovine, y compris l'établissement d'une zone de sécurité comprenant Sarajevo et son aéroport ». « La zone de sécurité » a été définie comme « une zone encerclée, définie par un périmètre précis, où l'aide humanitaire est assurée et où l'on interdit toute agression ». Dans son principe, l'espace urbain détaché de l'espace du conflit est sanctuarisé par le droit international. Le 16 avril 1993, le Conseil de sécurité a décidé

d'appliquer ce principe à la ville de Srebrenica. Le 6 mai suivant, il en a confirmé le principe d'application à Sarajevo et Srebrenica tout en l'étendant aux agglomérations de Tuzla, Zepa, Gorazde et Bihac (Betati, 2000). Centré sur les seuls enjeux humanitaires, ce dispositif pourtant extrêmement novateur du point de vue du droit humanitaire et de la gestion internationale des crises, a rapidement montré ses limites. Faute d'une volonté politique réelle des grandes puissances, les forces d'interposition de la FORPRONU n'ont pu pleinement remplir leur mission. En avril 1994, les forces serbes de Bosnie sont entrées dans Gorazde avant de se retirer sous la menace de l'OTAN. Le 11 juillet 1995, Srebrenica a été conquise par les Serbes de Bosnie, Zepa le 25 juillet suivant. Seul l'engagement par l'ONU des moyens militaires de l'OTAN a permis de desserrer l'étau autour des enclaves urbaines menacées. Le 13 septembre 1995, l'accord sur le désenclavement de Sarajevo fut conclu. Les accords de Dayton à l'automne 1995 ont mis fin à la guerre de Bosnie.

Le principe du « zéro mort » implicite à la guerre engagée par l'OTAN contre la Serbie, après son occupation du Kosovo de mars à juin 1999, a façonné les modalités mêmes de la stratégie militaire. Les militaires de l'Alliance se sont refusés à courir le risque de confronter leur opinion publique à la réalité des destructions du territoire serbe. Les bombardements aériens de haute altitude ont été présentés comme l'alternative incontournable pour paralyser l'adversaire à partir de la seule destruction de ses infrastructures militaires et industrielles et de ses réseaux de communication et d'information. Ce mode de raisonnement a fait l'impasse sur la ville et les risques que les populations urbaines pouvaient encourir. Si plusieurs milliers de militaires serbes ont pu être tués, la « guerre technologique » a épargné à l'Alliance un seul mort en action de guerre. Aucune information substantielle n'a été fournie sur le nombre de disparus civils dans « les dommages collatéraux ».

Les guerres des Balkans ne sauraient faire oublier les autres conflits de la planète pour lesquels la conquête de zones urbanisées représente un enjeu stratégique. Dans la guerre déclenchée en mai 1998 entre l'Éthiopie et l'Érythrée, la première a lancé son offensive contre la seconde en tentant d'atteindre ses villes portuaires et de se saisir de sa capitale d'Asmara. L'aviation érythréenne a bombardé Mekelle, capitale de l'État régional du Tigré. À l'ombre du statu quo des puissances nucléaires, les conflits dits de « faible intensité » ou les guerres asymétriques sont particulièrement dommageables pour les villes et leurs populations. Du reste, il peut ici aussi bien s'agir de conflits entre États ou encore de conflits qualifiés par le droit international public de « non-internationaux », soit des luttes entre factions ou entre factions et armée régulière au sein d'une seule nation.

Le conflit tchéchène illustre la violence que toute guerre fait peser sur les villes. C'est en novembre 1991, à la faveur de l'effondrement de l'Union soviétique, que la République de Tchétchénie a proclamé son indépendance. Débutée le 11 novembre 1994, l'invasion de la Tchétchénie décrétée par le Kremlin fut pensée comme une guerre-éclair. L'échec de ce qui fut décrit comme « une simple opération de police » a justifié une lourde intervention militaire marquée par les bombardements quotidiens des villages et la première bataille de Grozny aboutissant à son occupation partielle par les troupes russes. En août suivant, après le retrait de ses troupes devant la contre-offensive des indépendantistes, le général Konstantin Poulikovski proclame la nécessité de « raser » Grozny afin que « plus rien ne dépasse du sol ». Et de prédire que la capitale de Tchétchénie subira « le destin de Carthage ». La signature le 31 août 1996 des accords de Khassavyourt a arrêté le militaire dans ses desseins. Une issue politique au conflit ayant été trouvée, les dernières unités russes quittaient le territoire tchéchène.

Plus que ce premier conflit, c'est la seconde intervention russe engagée au début du mois de septembre 1999 qui revêt le caractère de la guerre totale. Il s'agit moins de procéder à « une simple opération de police » que d'engager la « reconquête » d'un territoire rebelle désigné comme partie intégrante de la Russie. L'état-major juge nécessaire de ne pas épargner du conflit la moindre parcelle du territoire tchéchène dans le but d'empêcher ses adversaires de trouver le moindre refuge. Grozny est qualifiée de cible stratégique à part entière. Dès la phase initiale de bombardements visant à détruire les infrastructures stratégiques utilisées par « les terroristes » l'aviation russe engage les premiers raids sur la capitale afin de détruire l'émetteur de téléphonie, les installations techniques de la télévision et les réservoirs et raffineries pétrolières. L'offensive terrestre du mois d'octobre suivant a pour objectif l'encerclement du siège de la présidence tchéchène. Faute de parvenir à l'anéantissement par missiles du bâtiment présidentiel, la destruction de la ville, symbole politique de la sécession est posée comme priorité. Une fois son encerclement achevé et le blocus instauré, les troupes fédérales procèdent à l'intensification des bombardements de l'agglomération par artillerie, missiles sol-sol, hélicoptères et chasseurs-bombardiers. Avec le lancement de l'offensive terrestre dans le courant du mois de décembre 1999, s'ouvre une nouvelle phase du conflit, celle de la lutte maison par maison, quartier par quartier qui rappelle la nature des combats qui se sont déroulés dans les ruines de Stalingrad en 1942. La stratégie de la guérilla retrouve ses droits. Aux percées des troupes russes équipées de chars peu mobiles, répondent les contre-attaques rapides lancées par un ennemi invisible extrêmement mobile (Fernandez, 1999). La nuit qui appartient aux combat-

tants tchéchènes oblige les troupes russes à se replier en arrière de la ville dans les casernes environnantes. Les vagues d'attentats-suicide se multiplient. Dans l'attente d'une hypothétique reconstruction promise par Vladimir Poutine « lorsque la sécurité y sera assurée », Grozny n'est plus qu'un amas de ruines.

Vers de nouveaux risques urbains au XXI^e siècle ?

Avec la fin de l'ordre géopolitique international né de la guerre froide, les conflits armés se sont multipliés. Tout en prorogeant certains caractères initialement observés dans les guerres de libération nationale de la décolonisation, ils acquièrent de nouvelles dimensions. Au point même que vouloir classer les guerres d'aujourd'hui selon des critères et des catégories spécifiques ne semble guère avoir de sens. La guerre ne peut plus être caractérisée par une unité de temps et de lieu ni par une revendication claire et précise de buts de guerre. Elle peut revêtir une seule ou plusieurs formes à la fois. Un même conflit peut éclater en de multiples points d'un même territoire sans pour autant que s'établisse clairement les articulations entre les uns et les autres. La notion de front militaire disparaît au profit de logiques de guérillas se jouant de l'ensemble des territoires au point de s'exporter au-delà les frontières nationales d'un État particulier. Les buts de guerre ne relèvent pas nécessairement des seules dimensions idéo-



New York, septembre 2001.

logiques mais peuvent aussi étroitement imbriquer des considérations économiques, financières et parfois mafieuses. L'accentuation des dissymétries entre zones riches et zones pauvres bouleverse les modes et règles des guerres. Les antagonismes ethniques et communautaires constituent de véritables sources de conflits et de guerres potentielles imprévisibles tant dans leur

déroulement que dans leur résultat (Ramonet, 1997).

Dans la mesure où aucun nouvel ordre mondial n'a vu le jour sur les cendres du système échoué de la guerre froide, tous les signes présents attestent que « la guerre possède un bel avenir », (Delmas, 1995). La transformation accélérée des territoires, les progrès rapides de l'urbanisation notamment par les effets de transfert massif des ruraux vers les mégapoles, la croissance de la population mondiale, témoignent dans le mouvement de resserrement des échelles et des distances spatiales, des risques accrus de conflits et guérillas. La lutte pour la survie des peuples à partir de la maîtrise de l'accès de ressources naturelles aussi vitales que l'eau engendre déjà sur plusieurs régions du globe d'importantes tensions. Par sa nature et sa spécificité, la ville est au cœur des conflits à venir.

Les événements dramatiques du 11 septembre 2001 éclairent d'un jour nouveau les relations entre ville et destructions intentionnelles. Utiliser à leur égard le vocable de guerre, employé par le Président Georges W. Bush, a permis de justifier une action militaire d'envergure à l'endroit d'une nation souveraine (Chaliand et Pellet, 2001). Mais il s'agit d'une nouvelle forme d'agression dénationalisée, mondialisée. Par leur

ampleur jusqu'ici inégalée, les attentats terroristes du World Trade Center témoignent de la fonction symbolique de la ville dans une situation de conflit, de guérilla ou de terrorisme. La destruction des tours jumelles de Manhattan par deux avions détournés et projetés sur elles a eu pour ambition de frapper les esprits en démontrant la vulnérabilité du colosse américain ravalé au rang de statue aux pieds d'argile. Par sa dimension symbolique de centre primaire du capitalisme mondial, par sa forme urbaine et son cosmopolitisme, la ville de New-York s'est vue élevée au rang de but stratégique.

Les fortes densités de population que les villes concentrent amplifient les impacts des fléaux qui s'abattent sur elles. Aux risques naturels, environnementaux et géostratégiques, s'ajoutent désormais les menaces d'attentats terroristes et de bioterrorisme. Rien ne permet aujourd'hui d'imaginer que le terrorisme, pas plus que la guerre, puisse être éradiqué et disparaître de la planète. Les citoyens du XXI^e siècle devront vivre dans l'insécurité que ces menaces laissent planer sur chacun d'entre nous.

Rémi Baudouï

BIBLIOGRAPHIE

Aron R., (1976), *Penser la guerre, Clausewitz*, Paris, Gallimard.
 Badie B., (1999), *Un monde sans souveraineté. Les États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard.
 Bettati M., (1996), *Le droit d'ingérence. Mutation de l'ordre international*, Paris, Odile Jacob.
 Bettati M., (2000), *Droit humanitaire*, Paris, Seuil.
 Bogdanovic B., (1993), *Vukovar, Sarajevo. La guerre en ex-Yougoslavie*, Paris, Éditions Esprit.
 Chaliand G., (1994), *Stratégies de la guérilla*, Paris, Payot.
 Chaliand G., (2001), « Ce n'est pas une guerre, c'est le stade ultime du terrorisme classique », *Le Monde*, 18 septembre 2001, p. 13.
 Clausewitz C., (1989), *De la guerre*, Paris, Lebovici.
 Dalloz J., (1987), *La guerre d'Indochine, 1945-1954*, Paris, Seuil.
 Davie M., (1983), « Comment fait-on la guerre à Beyrouth ? », *Hérodote*, n° 29/30, p. 17-54.
 Delmas P., (1995), *Le bel avenir de la guerre*, Paris, Gallimard.
 Dizdarevic S., (2001), « La revanche de l'arrière-pays dans l'espace yougoslave », In *Enjoy Sarajevo*, École nationale des beaux-arts de Lyon. À paraître.

Glucksmann A., (1985), *Le discours de la guerre*, Paris, L'Herne.
 Konvitz J., (1989), « Représentations urbaines et bombardements stratégiques, 1914-1945 », *Les Annales, Économie, société, civilisation*, n° 4, p. 839.
 Lacoste Y., (1976), *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, Maspéro.
 Moreau-Defarges P., (1997), *Un monde d'ingérences*, Paris, Presses des sciences politiques.
 Pellet A., (2001), « Non, ce n'est pas la guerre ! », *Le Monde*, le 21 septembre 2001, p. 12.
 Ramonet I., (1997), *Géopolitique du chaos*, Paris, Galilée.
 Rufin J.-C., (1999), « Les humanitaires et la guerre du Kosovo », *Le Débat*, septembre-octobre 1999, p. 17.
 Schmitt C., (1972), *Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy.
 Sun Tzu, (1972), *L'art de la guerre*, Paris, Flammarion.
 Vaïsse M., (1994), *Le temps de la guerre froide*, Paris, Seuil.
 Vauthier, (1930), *Le danger aérien et l'avenir du pays*, Paris, Berger-Levrault.

Rémi Baudouï est professeur à l'Institut d'urbanisme de Grenoble et directeur du programme : Action concertée incitative Ville du ministère de la Recherche.